

- Agir de concert avec l'Indonésie, partenaire très important du Canada auprès de l'ASEAN, pour s'informer des intentions vietnamiennes et communiquer à Hanoï le sens et la portée des modifications de la politique canadienne.
- Préciser que le Canada soutient les efforts que le prince Sihanouk déploie actuellement pour trouver, par le dialogue entre Khmers, une issue acceptable au problème cambodgien; préciser aussi que le Canada tient à garantir, avec d'autres pays, une «véritable» neutralité du Cambodge qui interviendrait une fois les troupes vietnamiennes évacuées.
- Faire savoir que le Canada serait disposé à superviser, sous la bannière des Nations-Unies ou autrement, des élections générales au Kampuchéa.
- Considérer le Vietnam comme un membre à part entière de la Francophonie en utilisant, par les canaux de ce mouvement, toutes les dispositions pour reprendre des contacts ponctuels.

Ce point nous paraît fondamental, puisque «l'usage de la langue française qu'ont en commun ces deux pays» nous paraît devoir être un atout important et le motif d'une rencontre pouvant très facilement se légitimer auprès des alliés du Canada. Cette approche serait d'autant plus acceptable et aisée qu'elle trouverait sans doute sa source première au Québec, ce qui ne pourrait affaiblir les positions d'Ottawa envers ses alliés. Les contacts pris à l'occasion du sommet de la Francophonie, à Québec en septembre 1987, entre les représentants d'Ottawa et du Québec et la délégation du Vietnam pourraient servir de bases à de multiples initiatives.

Lors de plusieurs rencontres à Hanoï entre l'auteur et des représentants vietnamiens, cette possibilité de contacts a été largement évoquée. La réceptivité et l'intérêt des autorités vietnamiennes se sont vérifiés dans les précisions apportées sur les programmes qui pourraient être établis, et dans la nature et la composition des délégations qui pourraient être échangées sans que cela puisse nuire à la position canadienne officielle